

Résumés

Frank Bösch, Pouvoir politique et organisation de la société. Chemins vers l'introduction de la radio- et télédiffusion privée dans les années 1970/80

L'introduction de la télévision et radio commerciales compte dans toute l'Europe de l'Ouest parmi les processus de transformation centraux des années 1970/80. L'article analyse à partir d'archives, protocoles et débats publics que l'on ne pouvait jusqu'alors pas consulter la façon dont s'est accompli ce changement de paradigme dans la République fédérale. Nous montrons dans un premier temps que plus que la mutation technique, ce sont les objectifs politiques et sociétaux qui ont marqué le processus décisionnel. Tandis que la social-démocratie argumenta de façon plutôt conservatrice dans le débat, les chrétiens-démocrates utilisèrent plutôt des arguments libéraux. Dans un deuxième moment, l'article fait ressortir les objectifs économiques, notamment en partant du boom de l'économie de la publicité dans les années 1970. Ceux-ci allèrent de pair avec une peur de la concurrence étrangère qui menaçait de diffuser par satellite des programmes publicitaires germanophones. Troisièmement, nous montrerons quel rôle jouèrent les modèles étrangers: l'Italie servit, d'une manière générale, de repoussoir, les Etats-Unis et le Luxembourg d'exemples, à tout le moins chez les conservateurs, et la Grande-Bretagne fut très largement considérée comme un modèle positif pour créer une chaîne privée régulée et limitée.

Marc Buggeln, Les impôts après le boom. Les finances publiques dans les nations industrielles occidentales et leur impact redistributif au sein de la société

Il y a un large consensus dans la recherche pour interpréter le début des années 1970 comme une césure dans l'histoire des Etats industriels occidentaux. Dans ces diagnostics globaux, la politique financière publique a joué un rôle jusqu'alors restreint. La question de sa mutation est au centre de cet article. Dans cette perspective, nous analyserons de manière comparative la politique fiscale de cinq pays. Tout d'abord, nous étudierons les changements aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, pays considérés dans la littérature scientifique comme donnant une cadence néo-libérale aux réformes fiscales. Puis, nous examinerons dans quelle mesure des réformes similaires ont pu être observées dans la République fédérale ainsi qu'en France et en Suède. A cet égard, il est important de se demander si une classification en groupes de pays peut apporter une aide pour déterminer les différentes portées de ces changements dans les pays. Dans ce contexte, nous discutons également de la relation qu'entretient l'histoire contemporaine avec les disciplines voisines relevant des sciences sociales. Nous montrerons d'une part que les réformes menées dans ces cinq pays ont eu des orientations et résultats variés et que certaines hypothèses généralisées concernant les conséquences de la mondialisation, comme par exemple la baisse des recettes fiscales, ne se sont pas réalisées. D'autre part, il y eut cependant des convergences néo-libérales, en particulier en ce qui concerne la baisse des taux d'impôt maximum. Quant à la littérature en sciences sociales consacrée à la classification des pays, on remarque que celle-ci peut tout à fait être utile pour expliquer les différents niveaux de réforme, mais qu'elle présente également de nombreux problèmes, comme par exemple le caractère statique des modèles, qui résulte de l'affirmation d'une grande dépendance au sentier et qui prend souvent insuffisamment en compte les mutations dans les pays.

Jacob S. Eder, Un «syndrome de l'Holocauste»? Les relations politiques entre la République fédérale et les organisations américano-juives dans les années 1980

L'article étudie la mutation des relations politiques entre le gouvernement Kohl et les organisations américano-juives au cours des années 1980. Les diplomates et hommes politiques ouest-allemands rendirent ces organisations responsables du fort gain de présence de la mémoire de l'Holocauste dans l'espace public américain depuis la fin des années 1970. Du côté allemand, on interpréta cette évolution comme une charge pesant sur la réputation de la République fédérale sur la scène internationale. Dans ce contexte, la relation germano-américano-juive semblait être marquée par un «syndrome de l'Holocauste»: tandis que de nombreux Juifs américains percevaient avant tout la République fédérale comme l'Etat ayant succédé au «IIIe Reich», les hommes politiques allemands, surtout les conservateurs, considéraient la préoccupation des Juifs américains pour l'Holocauste et leur prétendu refus de reconnaître les acquis de la démocratie fédérale comme un problème politique. Du point de vue du gouvernement Kohl, l'attention croissante qui fut accordée au sein de la société à l'histoire de l'Holocauste représenta un double défi politique. D'une part, elle alla à l'encontre de l'approfondissement souhaité de la relation de confiance entre les deux Etats, d'autre part, elle contrecarra le cours poursuivi par Kohl en matière de politique historique. En se fondant sur l'analyse de sources allemandes et américaines accessibles pour la première fois, l'auteur retrace les lignes de conflits et les difficultés de perception réciproques dans les relations germano-américano-juives. Pour ce faire, l'article ne traite pas uniquement de conflits ayant eu une résonance dans l'espace public, comme par exemple l'«affaire Bitburg», mais il se penche également sur des analyses allemandes internes consacrées à la démarche des organisations juives. Malgré – ou plutôt à cause – des nombreuses tensions, on parvint cependant dans les années 1980 à une intensification significative du dialogue, celui-ci ayant eu en fin de compte des effets favorables sur le rapport au passé national-socialiste dans la République fédérale elle-même.

Larry Frohman, «Seuls les moutons se laissent compter»: protection de la vie privée, culture politique et les boycotts des recensements ouest-allemand en 1983 et 1987

Les boycotts des recensements en 1983 et 87 furent l'un des événements majeurs de la politique intérieure ouest-allemande durant les années 1980. Cependant ni eux, ni la décision du Tribunal Constitutionnel fédéral lors de la contestation juridique des recensements prévus n'ont reçu l'attention qu'ils méritent de la part de la recherche. Sans nier le fait que le boycott ait été modelé par la mémoire du régime nazi, l'article défend la thèse suivante: les protestations ont bien plus été directement influencées par les nouvelles technologies de l'information et le développement de la surveillance de la population, c'est-à-dire par la collecte à grande échelle d'informations dans un but de planification sociale et pour des questions de sécurité. Le raisonnement du Tribunal s'appuya sur les analyses des effets disciplinaires et normatifs des nouvelles technologies de l'information présentées par les protestataires et les libéraux qui contestèrent devant le Tribunal le recensement et il codifia une nouvelle conception de la protection des données. Les boycotts eux-mêmes sont un élément d'un mouvement social distinct, fondé sur la protection de la vie privée, et dont les origines, les objectifs et l'importance sont comparables aux autres mouvements sociaux de l'époque, qui étaient motivés par les idées d'authenticité et de *Betroffenheit*. Cependant, les protestataires ne se sont pas simplement contentés de critiquer la logique de domination bureaucratique qu'ils voyaient à l'œuvre dans le recensement et d'autres larges collectes de données personnelles; les Verts essayèrent d'inverser la logique et de développer une autre approche qui utiliserait de telles données statistiques pour servir ce qu'ils considéraient être les véritables besoins et intérêts des individus.

Philipp Gassert, Travail sur le consensus dans le cadre du conflit sur la paix. La crise nucléaire des années 1980 comme médium d'entente au sein de la société

L'article analyse la controverse portant sur le renforcement de l'armement et la double décision de l'OTAN en tant que conflit politique et social central du début des années 1980. On parle ici de «crise nucléaire» car il ne s'est agi que superficiellement dans ce conflit de lutter pour obtenir des options sur le plan de la politique étrangère et de sécurité. Le débat a plutôt eu une fonction de représentation au sens d'une entente et d'une identification au sein de la société. Partant des réflexions théoriques de Georg Simmel à propos de la «Sociologie du conflit» (1908), nous défendons la thèse suivante: le «conflit sur la paix» a été un travail sur le consensus de la République fédérale car les deux partis ont légitimé leurs arguments en s'appuyant sur des positions fondamentales pouvant quasiment prétendre faire l'objet d'un consensus dans la culture politique de la République fédérale (si on compare avec les décennies précédentes): les nombreux renvois des deux côtés du spectre de la discussion aux relations étroites avec les Etats-Unis, ainsi que l'acceptation relativement large de certaines formes de protestation, y compris par les partisans du renforcement de l'armement, ont montré que la RFA se considérait comme un élément d'une culture politique de l'Occident démocratique. Les deux partis ont également intégré à leur argumentation les «expériences historiques» de la Seconde Guerre mondiale, ce qui montre le profond enracinement d'un consensus mémoriel post-national-socialiste. L'acceptation de la formule de «paix dans la liberté» par les partisans du renforcement de l'armement, ainsi que l'écho impressionnant du thème de la «paix» dans la culture populaire montrent à quel point l'Allemagne était considérée comme une puissance de paix. Ainsi le consensus minimum à propos des fondements de la démocratie ouest-allemande dans la controverse sur le renforcement de l'armement s'est-il plutôt étendu qu'amoindri sur le plan du contenu.

Jan Hansen, Entre l'Etat et la rue. Le conflit à propos du renforcement de l'armement et la crise des euromissiles dans la social-démocratie allemande (1979–1983)

La social-démocratie allemande fut marquée au début des années 1980 par de violentes polémiques à propos de la double résolution de l'OTAN et de son projet de stationnement de missiles nucléaires à portée intermédiaire en République fédérale et en Europe occidentale. Ce «conflit à propos du renforcement de l'armement» se trouve au cœur de notre article, qui se fonde sur les réflexions théoriques et méthodologiques de «la nouvelle histoire politique». L'hypothèse selon laquelle les débats internes au SPD doivent être lus comme un pan de l'histoire de la culture et de la société de la Guerre Froide est ici centrale. L'auteur défend la thèse suivante: «la controverse portant sur le renforcement de l'armement a fonctionné pour le SPD comme un «catalyseur ayant permis une entente sur les questions fondamentales» et elle a eu des conséquences sur l'image que le parti avait de lui-même et sa perception sur la scène internationale. Il analyse en sept paragraphes la discussion et la redéfinition du cadre politique dans le conflit à propos du renforcement de l'armement. On peut observer «une mutation du politique» au sein du SPD en lien avec les cultures de protestation internes au parti, les prises de position envers l'antagonisme Est-Ouest et les différentes attitudes à l'égard de l'étatisme de l'Allemagne fédérale.

Philipp Hertzog, Politisation pragmatique. Les planificateurs de transports et les frontières de la faisabilité autour des années 1980

L'historiographie parle d'une césure dans l'histoire de la planification pour le milieu des années 1970 – on passe de l'euphorie au scepticisme. Les sciences politiques et sociales de l'époque se sont déjà largement penchées sur le mot-clé de «planification». Le

présent article s'intéresse aux acteurs (techniques) de la planification eux-mêmes et étudie la façon dont ils ont situé leur rôle social et politique en Allemagne de l'Ouest, ainsi que leurs débats à ce sujet. Nous prenons pour exemples les planificateurs de transports qui ont dû imposer une idée née à l'époque de l'euphorie planificatrice – les lignes à haute vitesse du chemin de fer fédéral – face à une opinion publique de plus en plus critique. Ils eurent de plus en plus de difficultés à se replier sur un terrain de discussion purement factuel; les journaux spécialisés dans un domaine technique s'emparèrent également du débat portant sur le pouvoir de la technique et de ceux qui la maîtrisent – nous renvoyons au terme-clé de «technocratie». En réaction aux protestations envers les projets d'infrastructures – c'est la thèse que défend l'article – les experts de la planification s'ouvrirent à la discussion politique. Les revendications en faveur de la protection de l'environnement furent par exemple intégrées en tant que nouveau défi dans les planifications. C'est donc tout d'abord en raison d'une nécessité pragmatique que les ingénieurs firent tout d'abord leur entrée en tant qu'acteurs dans les débats publics portant sur des projets d'envergure; cependant ils mirent également bientôt en question la légitimation des initiatives citoyennes, qu'ils considéraient souvent uniquement comme les représentantes d'intérêts particuliers. C'est ainsi que les administrateurs techniques, agissant autrefois de préférence dans l'ombre, opérèrent une mutation prudente vers le politique.

Claudia Kemper, International, national, régional – L'organisation «Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire» et la mutation des protestations anti-nucléaires durant la première moitié des années 1980

L'article se penche sur le mouvement pacifiste des années 1980, ainsi que sur les potentialités et limites de son interconnexion sur le plan international. Nous analysons de manière exemplaire l'organisation «International Physicians for the Prevention of Nuclear War» (IPPNW) sous l'angle de la question suivante: comment a-t-on débattu de l'orientation commune – la dénucléarisation – aux différents niveaux international, national et régional et comment a-t-elle été mise en œuvre? Un regard porté aux interfaces d'une organisation internationale montre les limites des idées internationales qui devaient, dans les conditions du conflit Est-Ouest, être poursuivies dans un cadre national par les membres. On remarque qu'une opportunité se présenta au début des années 1980, qui permit au corps médical plutôt peu mobile de transmettre de façon efficace son message médical international. Par la suite se constituèrent sous l'effet d'une initiative d'abord américano-soviétique de nombreuses sections nationales qui s'engagèrent dans leurs pays en faveur d'initiatives prônant la démilitarisation en se référant à une idée fédérant par-delà les blocs. Il apparaît ainsi clairement que l'organisation IPPNW s'est, au cours des années 1980, complexifiée sur le plan thématique et s'est professionnalisée, non pas malgré, mais à cause de la mutation des conditions politiques et des discussions internes sur les modalités des protestations. Nous pouvons en tirer des connaissances sur la mutation politique des années 1980 car celle-ci ne passa en aucun cas outre le mouvement pacifiste, qui s'est largement mobilisé durant la première moitié de la décennie, et elle fut considérablement activée par les discussions internes à ce mouvement et la complexification de ce dernier.

Christopher Kopper, Le long adieu à la *Deutschland AG*? Les banques allemandes et l'europanisation du marché financier dans les années 1980

L'article traite de la mutation du secteur financier dans le contexte de l'intégration européenne et de la pression de libéralisation exercée par les places financières de Londres et du Luxembourg. Tandis que la politique fiscale et la gouvernance économique du gouvernement fédéral ne changèrent que graduellement durant les années 1980, la libéralisation de la concurrence dans le secteur financier, incontestée sur le plan de la politique

européenne, eut pour conséquence une poussée de déréglementation dans toute l'Europe. Le primat de la libéralisation de la concurrence sur une harmonisation des conditions de la concurrence favorisa la croissance de paradis fiscaux avec une supervision bancaire souple. La liberté de circulation des capitaux favorisa les fuites fiscales et contraignit le gouvernement fédéral à faire des compromis douteux en matière de politique budgétaire et de redistribution des revenus dans le domaine de la politique fiscale. Les grandes banques commencèrent à mettre en question l'ordre du «capitalisme rhénan» au profit d'une stratégie d'europanisation permettant de maximiser les gains.

Nicole Kramer, Nouveaux mouvements sociaux. Les sciences sociales et l'expansion de l'Etat social. Politique de la famille et des personnes âgées dans les années 1970 et 1980

Les processus de mutation de la société dans les années 1970 et 1980 placèrent la politique sociale devant de nouveaux devoirs et entraînèrent un accroissement du nombre d'acteurs définissant ces devoirs. L'article se consacre à deux sous-domaines: la politique de la famille déjà établie et le nouveau champ d'action de la politique des personnes âgées. Ces domaines furent marqués par une dynamique sociopolitique particulière avec l'introduction de l'allocation d'éducation et des années consacrées à l'éducation des enfants dans le régime légal de retraite d'une part et dans le code de la maison de retraite d'autre part, et avec la protection de l'assistance aux personnes âgées dans le cadre de la loi relative aux structures de l'assurance maladie légale. L'article s'interroge sur les forces motrices et l'orientation de la mutation dans le domaine de la politique sociale. Dans cette perspective, nous n'attirons pas uniquement l'attention sur la politique fédérale et l'action menée par les partis, mais nous intégrons plutôt à l'analyse les sciences sociales ayant une fonction de conseil politique ainsi que les acteurs issus des nouveaux mouvements sociaux, dans le sens d'un élargissement de l'histoire de la société. Ces derniers exercèrent certes en partie une critique acerbe envers l'Etat social, mais ils continuèrent à penser de façon inhérente au système car leurs représentations d'une «société meilleure» renforçaient la régulation sociopolitique. La mutation de la politique sociale dans les années 1980 fut pour une part essentielle due à l'influence des experts en sciences sociales, auxquels l'Etat réserva un statut de consulting impliquant par exemple la rédaction des rapports sur la famille, ou un rôle évaluatif dans les instituts de recherche consacrés à ce domaine. Les réformes de la politique de la famille et des personnes âgées n'impliquèrent pas uniquement une expansion des prestations de l'Etat social, mais elles entraînèrent également un changement qualitatif des principes sociopolitiques.

Peter Kramper, La fin de l'économie collective. Crise et scandales des entreprises d'intérêt général gérées par les syndicats durant les années 1980

Jusqu'au début des années 1980, les entreprises d'économie collective des syndicats allemands faisaient partie intégrante du système économique de la République fédérale. Issues d'organisations d'entraide coopératives, elles avaient connu leur âge d'or après la Deuxième Guerre mondiale. Le scandale déclenché en 1982 autour de la société de logements et de construction «NEUE HEIMAT» marqua cependant le début d'une crise profonde qui toucha également d'ici la fin de la décennie la coopérative de grande distribution «Co op», la banque «Bank für Gemeinwirtschaft» et la compagnie d'assurance «Volkspfürsorge». Cette crise entraîna de violentes polémiques publiques et aboutit finalement au démantèlement ou à la vente de ces entreprises. L'article interprète cette césure comme le signe du passage du paradigme de réforme des années 1960 et 1970, fondé sur la croissance et la planification, à une politique de direction de l'économie et de l'entreprise orientée par rapport aux capacités d'auto-guérison du marché et au principe de *shareholder value*.

Reinhild Kreis, Une alliance sans relêve? La «génération des descendants» et les relations germano-américaines dans les années 1980

Au tournant des années 1980, des membres de la classe politique, des représentants des médias et des scientifiques aux Etats-Unis et en RFA constatèrent un éloignement croissant des sociétés de ces deux Etats, qui menaçait d'affaiblir l'alliance occidentale. Cette rhétorique de crise constitua le point de départ d'un véritable boom d'initiatives publiques et privées censées promouvoir l'intérêt et la compréhension réciproques au niveau de la société. L'article analyse le diagnostic d'un éloignement croissant, les stratégies de solution qui en ont résulté ainsi que les motifs narratifs liés qui, sur fond de conflit Est-Ouest, gravitaient autour des concepts de «génération» et de «valeurs». Ces topoï permirent d'associer différents buts et perspectives en RFA et aux Etats-Unis et d'occulter jusqu'à un certain point les difficultés de l'époque en interprétant les litiges politiques comme un élément d'un problème plus important, structurel et démographique. Pour la République fédérale, le topos narratif d'une «génération de descendants» s'éloignant de l'alliance occidentale apparaît comme la composante d'une discussion sur l'identité allemande, dans laquelle la création de la RFA fut historicisée. L'auteure montre comment, au-delà de l'engagement en faveur d'une amélioration des relations germano-américaines, ont été renégociées les questions des fondements et de la cohésion de l'alliance occidentale à une époque conflictuelle, ainsi que le rôle joué par chacun des Etats.

Silke Mende, Du «parti anti-partis» au «parti prônant un réformisme écologique». Les Verts et la mutation du politique

L'article a pour objet l'histoire des Verts de la République fédérale allemande et tente de mettre en lien leur émergence et leur évolution avec une mutation plus large du politique durant les deux dernières décennies de la République de Bonn. Il résume tout d'abord la formation des Verts dans le contexte des mouvements de protestation extra-parlementaire qui attirèrent l'attention sur eux avec de nouveaux thèmes et formes politiques. L'accent est ensuite mis sur les évolutions idéologiques et organisationnelles du parti: le «parti anti-partis» particulièrement hétérogène, dont la fondation a été placée sous le slogan «ni à droite, ni à gauche, mais devant», se transforma en un «parti prônant le réformisme écologique», dont le programme était caractérisé par une ligne de gauche progressiste et qui remplaça pas à pas l'«opposition radicale» par une «politique réaliste». Un rôle de médiation intégrative incombait dans ce processus à une politique symbolique alternative spécifique aux Verts, qui avait son origine dans le champ d'expériences des mouvements protestataires. A l'aide de trois champs thématiques, nous montrons enfin de manière exemplaire quels thèmes et axes principaux marquèrent le programme des Verts et dans quelle mesure ils reprirent de nouvelles questions et défis auxquelles la société de la République fédérale allemande se trouvait confrontée «après le boom». D'une part, nous évoquons les positions des Verts à propos de la croissance et du progrès, deux catégories-clés de la modernité industrielle, d'autre part, les débats portant sur une société «multiculturelle» et la mutation de la conception de l'Etat social dans la République fédérale. Ces discussions soulignent que le parti s'est également, par-delà les thèmes fondamentaux qui étaient les siens à ses débuts, tourné à maints égards plus tôt que les forces politiques établies vers des domaines politiques en émergence ou en mutation. A partir de l'exemple des Verts, les années 1980 apparaissent comme un élément d'une période de mutation politique plus longue, qui a commencé à la fin des années 1960 et qui ne semble pas encore terminée actuellement.

Gabriele Metzler, Une «voie allemande». La libéralisation de la télécommunication dans la République fédérale et les frontières des réformes politiques dans les années 1980

La réforme de la poste et des télécommunications, qui faisait l'objet de discussions depuis le milieu des années 1960, compta parmi les grands projets du gouvernement Kohl dans les années 1980. Ainsi, la politique fédérale emboîta d'un côté le pas aux évolutions des pays étrangers où le secteur de la télécommunication fut libéralisé (Grande-Bretagne, États-Unis, Japon), de l'autre, elle resta cependant bien en deçà de celles-ci. À partir du secteur de la télécommunication apparaissent de façon quasi-paradigmatique les éléments spécifiques de la mutation politique ouest-allemande après la fin de l'ère social-libérale: l'influence de nouvelles interprétations de la société («société d'informations», «société de communication»), la réception limitée des débats anglo-américains, l'actualisation de conceptions-clés caduques de la politique allemande (le «service public» comme concept-clé) ainsi que la thématization et les conséquences pratiques du «piège de l'imbrication des compétences politiques» (Fritz W. Scharpf).

Morten Reitmayer, Come-back de l'élite. Retour d'une catégorie politico-sociale

La communication analyse avec le terme d'«élite» l'emploi d'un concept central de l'histoire des idées politiques dans l'Europe du XXe siècle. Comme l'indique le titre de l'article, on note une croissance frappante de l'emploi du concept d'élite dans le langage politique de la République fédérale au début des années 1980. Le «retour» de cette catégorie constitue une réaction aux processus de mutation qui ont commencé dans les années 1960 et ont posé de nouveaux problèmes depuis les années 1970. Le champ autour duquel gravita la discussion à propos des élites dans les années 1980 était celui de la politique de l'enseignement supérieur. Dans ce cadre, un encouragement ciblé des étudiants les plus doués, et donc de la future «élite universitaire», semblait constituer un chemin praticable pour sortir de la «crise d'engorgement». Un autre champ de discussion fut la crise d'innovation de l'industrie ouest-allemande, crainte par beaucoup, et la peur d'une dégradation économique de la République fédérale. C'est la connexion argumentative de ces deux complexes thématiques qui a conféré leur impulsion nécessaire aux représentations et propositions visant à former une élite universitaire ou à rétablir les capacités des universités à faire naître des élites, et mena ainsi au retour du concept d'élite dans le langage politique de la République fédérale.

La mutation des concepts-clés et des diagnostics de l'époque modifia la formulation des buts politiques et ainsi, des buts de l'action politique elle-même. Cela est nettement visible dans le déplacement des objectifs des politiques éducatives et dans ce contexte, le concept d'élite joua un rôle extrêmement important. Les mondes conservateurs et libéraux s'étaient tellement rapprochés dans la formulation de ces objectifs qu'ils n'étaient certes pas devenus identiques, mais qu'ils apportèrent cependant dans le champ politique un nouveau compromis politique de base dans lequel le maintien des hiérarchies sociales et des chances d'appropriation connues put désormais être placé entre les mains des dynamiques de la société moderne de marché.

Michael Ruck, Un paquebot dans la tempête engendrée par les bouleversements des structures et des valeurs. Représentation, participation et administration durant les années 1980 – esquisse d'un problème

L'article décrit les années 1980, en s'attachant aux différences sur le plan régional, comme une phase d'ébauche aux contours flous des structures et processus politiques actuels en Allemagne. Nous analysons les aspects importants de cette transformation de la culture politique et des structures de représentation de la société, qui s'est renforcée par poussées à la suite de la mutation séculière des valeurs vers la fin des années 1970.

Les formes conventionnelles de la conception de la politique au sein de l'Etat des partis et des associations, parlementaire et pluraliste, perdirent de plus en plus en force. La contradiction conflictuelle entre les scénarios de planification de grande envergure et les ambitions participatives des citoyens fut de moins en moins souvent résolue uniquement au sein des institutions de représentation démocratique existantes. A la place apparut un nombre rapidement croissant d'« initiatives citoyennes » locales et régionales. Le système des partis de l'Allemagne fédérale ne fut tout d'abord pas concerné par cette évolution. Cependant, une érosion des liens sociaux et des orientations des partis traditionnels apparut dès le début des années 1980, particulièrement là où la « société civile organisée » issue du milieu organisationnel des nouveaux mouvements sociaux commença à prendre forme aux niveaux local et régional. Cela entraîna une perte d'influence des partenaires du corporatisme tripartite, qui avait largement marqué la République de Bonn. Dans ce scénario caractérisé par de multiples changements, les administrations de l'Etat et des communes n'envisagèrent dès les années 1980 leur rôle d'acteurs dans les services d'intérêt général publics plus uniquement de façon unidimensionnelle comme agents gouvernementaux de la modernisation. Cette mutation fonctionnelle débuta également uniquement aux niveaux communal et régional, pour ensuite se généraliser rapidement au tournant du millénaire.

Axel Schildt, La dernière décennie de la République de Bonn. Réflexions à propos de l'étude des années 1980

L'article retrace tout d'abord l'image des années 1980 en tant que dernière phase de la « vieille République fédérale ». Ce faisant, il met en garde de ne pas confondre la paix intérieure qui, en contraste avec la décennie précédente, s'était peu à peu installée, avec un calme plat sur le plan politique. Cette « reconnaissance de soi » de la République fédérale alla précisément de pair avec les plus grandes manifestations de son histoire. Dans la deuxième partie sont abordés certains problèmes de la construction des années 1980 en tant que phase historique. Il s'agit dans ce contexte des conditions générales spécifiques de la Guerre Froide, qui se raviva encore une fois brutalement, puis s'éteignit à partir du milieu de la décennie, de quelques tendances de l'évolution politique et sociale ainsi que des discours correspondants de l'époque, qui vont de la « société de risque » jusqu'à la « société de l'expérience vécue ». Enfin, nous présentons dans une troisième partie un panorama des domaines de recherche qu'il serait vivement souhaitable de développer – y compris pour assurer le lien avec l'histoire contemporaine récente et les problèmes posés par l'époque actuelle – pour étudier la dernière phase de la « vieille République fédérale ».

Susanne Schregel, Le « pouvoir des puissants » et le pouvoir des « impuissants ». Reconfigurations de la pensée du pouvoir dans les années 1980

Partant de l'historicisation émergente des mouvements sociaux et des milieux alternatifs, l'article analyse la sémantique historique de la notion de pouvoir dans le contexte des modèles d'explication de la politique alternative. Il montre comment a émergé dans la République fédérale de la fin des années 1970 et du début des années 1980 une lutte à propos du concept de pouvoir. Les prises de position issues du milieu alternatif n'ont pas simplement dévalorisé une forme de pouvoir entendue de manière conventionnelle en soulignant l'aspect destructeur. Les positions critiques envers le pouvoir ont au contraire également nourri les tentatives de développer une forme de pouvoir perçue comme adéquate. Ce pouvoir n'était pas censé être aux mains d'un petit nombre, mais devait être socialement réparti. Il fut défini comme étant productif et créatif plutôt qu'opprimant. Une émotionnalité développée et la qualité de la vie en commun furent en particulier considérées comme une source et une base possible du pouvoir. L'orientation volontiers évo-

quée non vers des valeurs de possession, mais au contraire vers des objectifs dénués de lien avec la possession, comme l'accroissement de la qualité de vie, a trouvé dans cette mesure son articulation générale au cœur des rapports de force visés. Dans le même temps, les discussions à propos du «pouvoir des puissants» et du pouvoir des «impuissants» ont montré que la prise de distance envers un centre concentrant le pouvoir, comme c'est le cas de l'Etat national, a tout particulièrement motivé la recherche de potentialités pour une action politique alternative. Dans ce sens, la mutation du politique dans les années 1980 peut également être comprise comme une mutation de la pensée du pouvoir.

Dietmar Süß, Tamponner, pointer, comptabiliser le temps. Réflexions sur une histoire des idées et une histoire sociale de la «flexibilisation» 1970–1990

Au centre de l'article se trouvent l'histoire et la sémantique de la notion de «flexibilisation» qui a caractérisé comme presque aucun autre concept politique le discours politique concernant les nouvelles attentes envers une «modernité» mondialisée. L'histoire de la «flexibilisation» porte le regard sur les nouveaux conflits sociaux et politiques des sociétés modernes et sur l'introduction de la logique économique dans le domaine social. Nous tentons de lier une histoire sociale et une histoire des idées du temps avec une histoire du travail. Une histoire du temps de travail et de sa comptabilisation depuis les années 1970 renvoie à une mutation fondamentale de la modernité industrielle, de ses logiques, ses principes directeurs et ses structures temporelles. Elle fait apparaître clairement les changements des logiques de production et les déplacements sémantiques qui constituèrent le fondement de la prétendue «nécessité» d'un nouvel ajustement des représentations sociales du temps telles que nous les expérimentons à l'époque présente et dans tous les débats portant sur les sites économiques. Une histoire des idées et une histoire sociale du temps permettent d'historiciser la rhétorique de la flexibilisation et ainsi, de s'interroger précisément sur les motifs, les intérêts et les formes de conflits sociaux à propos des façons de normer le temps depuis les années 1980, controverses qui ont été en outre influencées de façon décisive par la césure de 1989/90 et par les vastes vagues de privatisation en Allemagne de l'Est.

Henning Tümmers, La politique de lutte contre le sida. Bonn et le rapport à une nouvelle menace

En 1981 parurent des rapports sur une infection jusqu'alors inconnue. Cette menace fatale, que les scientifiques internationaux appelèrent un an plus tard «Sida», donna lieu au sein de la population et de la classe politique de la République fédérale à un débat sur les thèmes fondamentaux de la vie en société. Les discussions portèrent sur la sexualité et la mort, la morale et les valeurs, la sécurité, mais aussi sur les limites de l'action politique. L'article analyse à partir des débats parlementaires portant sur la lutte contre la maladie de déficience immunitaire SIDA les motifs centraux de l'action politique pendant les années 1980 et au début des années 1990. Il souligne les différentes phases dans le rapport à la maladie, met en lumière les différentes positions dans la lutte contre le virus HIV et interroge les processus de mutation politique et sociale qui allèrent de pair avec le SIDA. Ce faisant, l'auteur reconstitue la genèse d'une série de décisions publiques, susceptibles de réunir la majorité, orientées vers des principes libéraux, mais néanmoins toujours fragiles, et qu'il appelle «politique du SIDA». Cette politique, qui a pris un tour concret au milieu des années 1980, rassembla les idées circulant à l'époque en matière de prévention de la santé, initia des processus d'institutionnalisation, créa pour les personnes menacées et les scientifiques de nouvelles possibilités de participation politique et se caractérisa par une coexistence de projets d'action novateurs et traditionnels. Le principe de la confiance réciproque entre le gouvernement et la population devint désormais une maxime de l'Etat,

qui intervint dorénavant dans la politique de santé des *Länder* et apparut clairement par ses mesures comme un acteur dans la sphère publique. Mais bien que durant la dernière décennie de la «vieille» République fédérale, une politique de confiance et de rationalité ait eu la priorité sur une politique d'intervention publique restrictive, la politique libérale de Bonn de lutte contre le SIDA constitua pour ainsi dire un état provisoire qui fut sans cesse contesté par les partisans d'une politique dure de lutte contre l'épidémie et dut par conséquent refaire ses preuves jusqu'au début des années 1990.

Frank Uekötter/Claas Kirchhelle, Comment Seveso parvint en Allemagne. Les scandales environnementaux et le débat écologique de 1976 à 1986.

L'article reconstruit l'évolution des discours idéologiques en Allemagne dans les années 1970 et 1980 et s'interroge sur l'aptitude particulière au consensus des thèmes verts dans l'espace public allemand. À l'aide d'une analyse du discours et des médias centrée sur des événements propres à susciter le scandale, nous montrons comment la politique environnementale est passée d'un champ politique aisé à localiser sur le spectre politique – comme cela a par exemple été le cas pour le mouvement de protestation anti-nucléaire, situé à gauche, à un thème transversal suprapolitique dans la mesure où les accidents chimiques et le dépérissement des forêts ont déclenché l'indignation au-delà des frontières des partis politiques. C'est en particulier la catastrophe de Seveso (Italie) provoquée par l'émission de dioxine et les larges réactions médiatiques qu'elle a suscitées qui ont fait de Seveso un modèle à l'aune duquel ont été classés les autres accidents chimiques en Allemagne et à l'étranger. Le traitement répété des scandales internationaux dans un cadre de référence national est dans ce contexte une particularité allemande. C'est ainsi que Seveso est apparu comme une référence lors de l'occupation par Greenpeace des cheminées de l'entreprise Boehringer à Hambourg ou encore pour classer la catastrophe de Schweizerhalle. L'indignation provoquée par Seveso et les catastrophes suivantes indique également un changement général de la culture de protestation et un accroissement de l'importance des acteurs médiatiques. Tandis que les manifestations lors du conflit nucléaire étaient encore l'expression d'un mécontentement authentique de l'opinion publique, les actions de protestation durant les années 1980 ont avant tout visé un impact médiatique.

Annette Vowinckel, La «Nouvelle Vague allemande» (*Neue Deutsche Welle*). La musique comme intervention paradoxale contre le «tournant spirituel et moral» de l'ère Kohl

La Nouvelle Vague allemande, née aussi subitement à la fin des années 1970 qu'elle a disparu au milieu des années 1980, a marqué sur le plan musical les dernières années de la coalition social-libérale dans la République fédérale. L'article porte sur l'émergence de ce mouvement musical préfiguré par le punk britannique et dont l'éventail – à tout le moins dans la perception de l'opinion publique – va de groupes comme «Fehlfarben» en passant par «Geier Sturzflug» et «Trio» jusqu'à Nena. En nous fondant sur des livres et des articles de revues musicales, des interviews et des textes de chansons de l'époque, nous analysons la *Neue Deutsche Welle* comme un phénomène qui comporte d'un côté les éléments classiques d'un mouvement de jeunesse, mais reflète de l'autre l'air du temps des années «après le boom» et avant le début de l'ère Kohl. Il est particulièrement frappant de constater qu'est né au même moment en RDA un mouvement qui, avec des moyens stylistiques similaires, a traité les mêmes thèmes que son pendant ouest-allemand, à savoir la relation de la nature et de la culture dans la société industrielle, le travail quotidien et l'ennui, la Guerre Froide, les débuts de la digitalisation, une critique radicale de la culture de consommation et une critique non moins radicale du romantisme. L'auteure montre que la Nouvelle Vague allemande est un miroir de la République fédérale durant

les années précédant ce qu'on appelle le tournant spirituel et moral des années 1982 et 1983, mais qu'elle reprend également des éléments de la vie moderne qui marquèrent, par-delà les systèmes, l'esprit de leur temps à l'Est et l'Ouest.

Christoph Julian Wehner, Frontières de l'assurabilité – frontières de la société du risque. Risque nucléaire, production de sécurité et expertise d'assurances dans l'Allemagne fédérale et aux Etats-Unis

A partir de l'exemple de la gestion par l'industrie de l'assurance privée des dangers de l'énergie nucléaire dans la République fédérale et aux Etats-Unis, l'article entreprend une historicisation du diagnostic de la «société du risque» fait par Ulrich Beck. Nous problématisons en particulier la thèse de la non-assurabilité des risques liés aux catastrophes techniques, qui fonde de manière centrale le topos narratif d'une césure temporelle entre la société industrielle (assurable) et la société du risque (qui n'est plus assurable) dans la sociologie contemporaine. Nous analysons également les facteurs complexes d'une politique du risque menée en général de manière plutôt restrictive par les assurances, en particulier dans le contexte du fort changement de la perception du risque lié à l'énergie nucléaire dans les années 1970. Il apparaît que l'industrie de l'assurance fut exposée à une forte pression de politisation de la part de l'opinion publique dans les controverses nucléaires étant donné que son aversion au risque a été mise en lien par le mouvement pour la défense de l'environnement avec les intérêts de la population en matière de dédommagements ou a été interprétée comme un déficit de confiance envers l'énergie nucléaire – d'après une adaptation libre de la logique de l'observation: ce qui ne peut être assuré ne peut être sûr. Critiques de la technique et du progrès se condensèrent donc de plus en plus dans la question de l'assurabilité – interprétation qui fut ensuite reprise par la sociologie, objectivée et transformée en une théorie de la mutation historique. Il en résulte que la «société du risque» n'est pas au bout du compte une figure historique réelle, mais plutôt un processus de définition de problèmes socio-culturels qui s'explique par l'histoire de la société des années 1970 et 1980.

Andreas Wirsching, Une «ère Kohl»? L'empreinte contradictoire de la politique gouvernementale allemande (1982–1998)

L'article discute des tendances fondamentales dans la politique économique, sociale et culturelle du gouvernement Kohl. Nous attirons l'attention sur les contradictions immanentes à cette politique: celle-ci a certes débuté par la revendication d'un ancrage de son programme dans les valeurs, mais elle a, dans ses effets, contribué à une dissolution des «valeurs» traditionnellement conservatrices. Cela peut être démontré de manière exemplaire à partir de la politique de la famille et des médias. Dans le même temps, il apparaît que le gouvernement Kohl/Genscher a eu tendance à surcharger son programme politique. C'est ainsi qu'il a mené une politique «libérale» là où il voulait encourager une dynamique de mutation structurelle, tout en menant une politique «chrétien-sociale», mais pratiquement «social-démocrate», là où les conséquences de la mutation structurelle forcée devenaient une charge démesurée et qu'il s'agissait de maintenir la «symétrie sociale». Enfin, elle a voulu mener une politique «conservatrice de défense des valeurs» là où les conséquences des processus d'individualisation mettaient en péril la cohésion sociale et culturelle de la société. Les antinomies qui en résultèrent n'étaient assurément pas uniquement issues des spécificités de la politique fédérale, mais elles reflétèrent une dynamique générale de l'évolution des sociétés occidentales.

